

Le réveil des nations

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 10 juillet 2015

Les étapes de la construction européenne, depuis plus d'un demi-siècle, ont généralement résulté de la seule action des élites politiques des différents pays européens. De façon générale, les positions des peuples, considérées avec mépris par les décideurs politiques, ont été au mieux ignorées, au pire combattues.

L'exemple le plus symptomatique est évidemment le fameux traité européen, refusé par le peuple français lors du référendum de 2005, et réintroduit pratiquement mot pour mot par les députés et sénateurs, réunis en congrès à Versailles, en catimini, à la fin du mois de juillet 2008, lorsque la France entière profitait de ses vacances ensoleillées et s'était donc mise en congé de la politique...

La fin du XXe siècle a vu le couronnement de l'édifice de la construction européenne, avec l'introduction de l'euro comme monnaie unique pour la plupart des pays de l'Union de l'époque. Quel que soit ce que l'on pense de la monnaie unique, force est de constater que le début du XXIe siècle se traduit, pour l'Union, par une catastrophe de grande ampleur.

De façon générale, les décideurs politiques sont massivement rejetés par les populations, les économies sont majoritairement dans une situation alarmante, les sociétés sont chaque année davantage éclatées, et les piliers moraux et culturels sur lesquels s'est patiemment construite l'Europe pendant des siècles sont mis à mal par une idéologie libertaire fondée sur le principe de la déconstruction.

Une incroyable incapacité

Les peuples européens semblent avoir pris conscience du drame qui est en train de se nouer sous leurs yeux. L'incroyable incapacité de l'Union à prendre des décisions aussi simples que courageuses pour endiguer des flux migratoires qui ne cessent de grossir et sont désormais une forme d'invasion, la dictature exercée par les juges européens sur tous les sujets, l'installation durable de taux de chômage insupportables dans un certain nombre de pays, l'appauvrissement global des classes moyennes, la soumission générale à un islam décidé et conquérant, et tant de choses encore : les peuples européens sont de moins en moins passifs face au péril qui les menace.

À cet égard, le référendum grec aboutissant au refus du diktat des décideurs européens, la position du gouvernement polonais indiquant que la Pologne ne rentrerait pas dans la zone euro, le référendum annoncé par le gouvernement anglais relatif à la participation future du Royaume-Uni au processus d'intégration européenne, la mise en cause explicite du fonctionnement de l'Union par le gouvernement hongrois, les déclarations sévères du gouvernement italien sur la façon dont l'Union gère les problèmes d'immigration, montrent à l'envi qu'une nouvelle page est en train de s'ouvrir dans l'histoire de l'Europe, aboutissant probablement à redonner aux nations européennes les attributs que toute nation doit posséder, sauf à accepter qu'elles disparaissent.

L'*aggiornamento* nécessaire

Les succès électoraux des partis dits « nationalistes », qui ne font que défendre les positions que défendaient il y a quelques dizaines d'années les partis dits « de gouvernement », sont pour une bonne part le fruit de cette prise de conscience.

Puissent les élites politiques de l'Union avoir le courage d'abandonner l'idéologie destructrice qui les anime, et revenir au principe de réalité qui consiste à travailler pour les peuples qui les ont élus, et non contre ceux-ci. Sans cet *aggiornamento* nécessaire, elles risquent de n'avoir plus le choix qu'entre céder la place à de nouvelles élites politiques attentives à la promotion du bien commun pour tous, ou développer une forme de dictature leur permettant de conserver leurs positions, avec le risque d'une explosion générale qui pourrait s'avérer très vite immaîtrisable.

François Billot de Lochner
